

*Le budget—M<sup>me</sup> Collins*

programmes toute l'année, mais au moment voulu. Maintenant, le document budgétaire sort à date fixe et c'est plutôt un résumé de la situation nationale sur le plan économique, mais avec quelques rajustements secondaires, comme nous l'avons vu cette année.

Pour moi, le budget «maintient le cap». Il est conforme au plan d'action que nous avons défini en novembre 1984, lorsque le ministre des Finances a présenté ses documents sur la réforme économique.

Je ne parlerai pas aujourd'hui des autres piliers de notre politique que nous avons décrits au cours des trois dernières années. J'entends par là la réconciliation nationale, l'internationalisme constructif et la justice sociale. Je ne parlerai pas de ce que nous avons accompli dans ces trois domaines. Je ne m'attarderai pas non plus sur l'Accord du lac Meech, la conférence du Commonwealth, le sommet international qui approche ni, dans le domaine de la justice sociale, les nombreux changements que nous avons apportés au Code criminel. Je ne vais pas parler de la promotion sociale ou de toute la gamme des interventions qui ont donné aux Canadiens une meilleure qualité de vie. Je vais parler aujourd'hui de réforme économique.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir il y a trois ans et demi, nous en avons fait un objectif prioritaire. Personne n'a oublié quelle était la situation économique à l'époque. Il suffit de voir quels changements se sont produits en trois ans et demi et ce que pense le vérificateur général de la rigueur de notre gestion fiscale pour constater qu'il y a là des réalisations plutôt remarquables.

Lorsqu'il a parlé il y a environ 30 minutes, le chef de l'opposition officielle (M. Turner) a fait divers commentaires sur les Olympiques qui se déroulent à Calgary et dont nous sommes si fiers. Nous sommes fiers de ces Canadiens qui nous ont décroché des médailles: Brian Orser, Karen Percy, Linda Moore de Vancouver-Nord, qui a gagné la médaille d'or au curling féminin, et Sylvie Daigle, qui a gagné hier une médaille d'or en patinage de vitesse féminin sur courte distance. Voilà des Canadiens exceptionnels, comme le sont tous ces Canadiens qui participent aux Olympiques. Ils nous ont donné à tous un sentiment de fierté.

Il importe de reconnaître que le Canada mérite également une médaille d'or puisqu'il se classe au premier rang pour la croissance économique. De fait, nous arrivons bons premiers tous les ans depuis quelques années. Notre performance est nettement meilleure que celle de la plupart des autres pays industrialisés. Pour 1987, on estime à 3,8 p. 100 la croissance réelle de la production. Cette statistique peut sembler aride mais elle signifie concrètement que des emplois ont été créés, nous le savons tous, que nos familles jouissent d'une meilleure qualité de vie, d'une plus grande sécurité et que nos jeunes trouvent des emplois. Elle veut dire aussi que certains de nos travailleurs plus âgés peuvent continuer de faire partie de la population active. Il me semble donc qu'en ces quelques semaines où nous distribuons des médailles d'or aux athlètes qui se surpassent, le ministre des Finances devrait lui aussi avoir droit à une médaille d'or pour avoir donné au Canada la première place en fait de croissance économique. Et comme le Canada est également premier pour la création d'emplois, il devrait

avoir droit à deux médailles. De pareilles performances à mon avis méritent une médaille d'or.

Nous avons tous entendu les chiffres. Il s'est créé plus de 1,1 million d'emplois depuis notre arrivée au pouvoir. Il y en a eu 486 000 environ en 1987. Il s'agit en majorité d'emplois à plein temps dans des professions rémunérées au-dessus de la moyenne. Comme le disait la ministre chargée de la Condition féminine dans son discours l'autre jour, il est intéressant de faire état du nombre de femmes qui ont occupé les nouveaux emplois créés depuis trois ans et demi, et de dire que 55 p. 100 de ces emplois féminins s'inscrivent dans l'administration et les carrières libérales. Cela veut dire qu'elles se trouvent ou arrivent dans les catégories de revenus supérieurs. Il y a des changements et des progrès énormes qui se produisent dans l'économie d'un bout à l'autre du pays.

● (1640)

En conséquence de quoi le taux de chômage est tombé à 8,1 p. 100. C'est le pourcentage le plus bas atteint depuis septembre 1981. La croissance de l'économie et de l'emploi l'an dernier a été en outre plus uniformément répartie d'un bout à l'autre du pays. C'est là un objectif auquel nous sommes tous fortement attachés.

Pour ce qui est des autres indicateurs, le taux d'inflation était tombé à 4,2 p. 100 à la fin de 1987. Pour l'année entière il s'est situé à 4,4 p. 100 seulement. Nous connaissons tous l'évolution des taux d'intérêt, qui a fait que les taux hypothécaires ont baissé de trois points. Pour le titulaire d'une hypothèque de 50 000 \$ sur une maison individuelle, cela veut dire qu'il aura 1 200 \$ de moins à payer chaque année en versements hypothécaires. Tout cela réuni constitue une véritable réussite dont bénéficient chaque homme, chaque femme et chaque ménage du pays—leur situation a été améliorée par les initiatives du gouvernement.

Eu égard aux observations du chef de l'opposition officielle, ce qui s'est produit est intéressant. Le plan que nous avons présenté en 1984 visait à créer un environnement favorable permettant à la libre entreprise de s'épanouir, aux petites entreprises de se développer, et à l'esprit d'entreprise de se répandre au pays. Notre parti croit à l'individu. Nous croyons au régime de la libre entreprise.

Mon honorable ami, le chef de l'opposition, a semblé dire qu'il n'en était pas certain. Ses propos m'ont portée à croire que le parti libéral ne croit plus tellement au régime de la libre entreprise et qu'il voudrait intervenir. Il voudrait probablement relancer le Programme énergétique national dont le gouvernement actuel s'est débarrassé parce qu'il nuisait terriblement à l'économie de l'Ouest. Le parti libéral voudrait probablement faire revivre l'Agence d'examen de l'investissement étranger, qui faisait peur aux investisseurs éventuels et qui les éloignait. Notre gouvernement s'est débarrassé de l'Agence.

Les investissements commencent maintenant à affluer, particulièrement en Colombie-Britannique où les montants investis se situent bien au-dessus de la moyenne nationale, et ils apportent beaucoup aux Canadiens ordinaires. Il semblerait que le chef de l'opposition veut non seulement déchirer l'accord de libre-échange mais aussi ramener une époque qui, à mon avis, ferait naître le désespoir dans le cœur des Canadiens à travers le pays.